



**HAL**  
open science

## Élections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires

Frank Muyard

► **To cite this version:**

Frank Muyard. Élections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires. Perspectives chinoises, 2008, 102, pp.82 - 98. 10.3406/perch.2008.3610 . halshs-02515641

**HAL Id: halshs-02515641**

**<https://shs.hal.science/halshs-02515641>**

Submitted on 23 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Élections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires

Frank Muyard

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Muyard Frank. Élections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires. In: Perspectives chinoises, n°102, 2008. pp. 82-98;

doi : <https://doi.org/10.3406/perch.2008.3610>

[https://www.persee.fr/doc/perch\\_1021-9013\\_2008\\_num\\_102\\_1\\_3610](https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2008_num_102_1_3610)

---

Fichier pdf généré le 29/03/2019

# Élections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires

FRANK MUYARD

Les scrutins législatif et présidentiel de 2008 à Taiwan ont marqué le retour au pouvoir du Kuomintang après huit ans d'opposition avec Ma Ying-jeou comme nouveau président et une majorité parlementaire élargie. Au-delà des causes conjoncturelles expliquant l'ampleur de cette double victoire, l'analyse détaillée des résultats et leur comparaison avec les élections précédentes éclairent les évolutions récentes d'un électorat structurellement favorable au KMT.<sup>(1)</sup>

Les élections législatives et présidentielle taiwanaises de janvier et mars 2008 ont marqué un tournant dans l'évolution politique du pays. Avec l'accession de Ma Ying-jeou à la présidence de la République de Chine (le nom officiel de Taiwan), le Parti nationaliste chinois ou Kuomintang (KMT) retrouve le pouvoir exécutif après huit ans d'administration du Parti démocrate progressiste (PDP). Conjugué à l'accroissement de sa majorité au Parlement, le Kuomintang a désormais tous les pouvoirs pour mettre en œuvre son programme. Au-delà de ses résultats, ces élections représentent aussi un succès éclatant de la démocratie taiwanaise et de sa consolidation. À l'opposé de celle de 2004 qui avaient vu les perdants du KMT contester les résultats par des manifestations de rues et des manœuvres juridiques en dépit d'une organisation exemplaire du scrutin, l'élection présidentielle de 2008 s'est déroulée sans incidents et le résultat accepté par les candidats défaits du PDP dès sa proclamation. La victoire du KMT marque ainsi une deuxième alternance au pouvoir après celle de 2000, et confirme l'ancrage des institutions et pratiques démocratiques dans l'île. On reviendra dans cet article d'abord sur les élections législatives, avant d'analyser en détail les résultats et les leçons de la présidentielle. Enfin, on se penchera sur les défis auxquels le nouveau Président va faire face sur les plans économique, des relations avec la Chine, et de l'identité nationale.

## Élections législatives

### Analyses des résultats

Le renouvellement du Parlement taiwanais, le Yuan Législatif, s'est tenu le 12 janvier 2008. Le scrutin présentait un certain nombre de nouveautés par rapport aux élections passées. 113 députés étaient à élire, soit une réduction de moitié par rapport à la chambre précédente, pour une durée de quatre ans contre trois précédemment. Le mode de scrutin a aussi été modifié avec l'abandon du système à circonscriptions multinominales<sup>(2)</sup> en faveur d'un scrutin mixte à un tour, avec 73 députés élus directement dans des circonscriptions uninominales, 34 élus à la proportionnelle sur listes de partis, et six sièges réservés aux candidats aborigènes. Enfin se tenaient simultanément deux référendums d'initiative populaire sur les biens du Kuomintang (soutenu par le PDP) et la lutte anti-corruption (proposé par le KMT).

Les résultats ont donné une large victoire au KMT qui, pour le scrutin par circonscription, regroupait sous son nom l'ensemble du camp Bleu (composé du KMT, du Parti du

1. Je tiens à remercier Hu Chih-chiang pour l'aide qu'il a apporté à la préparation de cet article.
2. Sur les élections législatives de 2004 et son mode de scrutin, cf. Frank Muyard, « KMT : une victoire en trompe-l'œil. Les élections législatives taiwanaises de décembre 2004 », *Perspectives chinoises*, n° 87, janvier-février 2005, p. 45-56.

## 1. Résultats des élections législatives à Taiwan (1995-2008)

	2001 - %	2001 électeurs, voix	2004 - %	2004 électeurs, voix	Diff. 04/01 %	Diff. 04/01 électeurs, voix	2008 CU %	2008 CU électeurs / voix	Diff. 08/04 %	Diff. 08/04 électeurs, voix	2008 % liste de parti
<b>Inscrits</b>		15 822 583		16 559 254		+736 671		17 179 656		+620 402	
<b>Participation</b>	66,16	10 469 005	59,16	9 796 299	-7	-672 706	58,50	10 050 619	-0,66	+254 320	
<b>KMT</b>	28,56	2 949 371	32,83*	3 190 081*	+1,78*	-16 773*	53,50**	5 291 512**	+20,67**		51,23
<b>PP</b>	18,57	1 917 836	13,90	1 350 613	-4,7	-567 223	0,28	28 254	-13,62		
<b>NP</b>	2,61	269 620	0,125*	12 137*							3,95
<b>Total Camp Bleu</b>	49,74	5 136 827	46,85	4 552 831	-2,89	-583 996	53,78	5 319 766	+6,93	+766 935	55,18
<b>DPP</b>	33,38	3 447 740	35,72	3 471 429	+2,34	+23 689	38,17	3 775 352	+2,45	+303 923	36,91
<b>UST</b>	7,76	801 560	7,79	756 712	+0,03	-44 848	0,95	93 840	-6,84	-662 872	3,53
<b>Total Camp Vert</b>	41,14	4 249 300	43,51	4 228 141	+2,37	-21,159	39,12	3 869 192	-4,39	-358 949	40,44
<b>Independ.</b>	9,12	941 728	9,64	936 387	+0,52	-5 341	7,10	701 818	-2,54	-234 569	4,38

	1995		1998	
<b>Inscrits</b>		14 153 420		14 961 930
<b>Participation</b>	67,65 %	9 574 388	68,09 %	10 188 302
<b>KMT</b>	46,06 %	4 349 089	46,43 %	4 659 679
<b>NP</b>	12,95 %	1 222 931	7,06 %	708 465
<b>Bleus</b>	59,01 %	5 572 020	53,49 %	5 368 144
<b>DPP</b>	33,17 %	3 132 156	29,56 %	2 966 835
<b>Indep.</b>	7,82 %	737 960	16,95 %	1 700 850

\* En 2004, le KMT et le NP font liste commune sauf pour Kinmen (élu NP)

\*\* En 2008, le KMT et le PP font liste commune sauf pour les circonscriptions aborigènes. Le NP fait liste commune avec le KMT et le PP pour les circonscriptions uninominales.

Tableau F. Muyard

Source : Commission Electorale Centrale, Taiwan, R.O.C., et Election Study Center, National Chengchi University.

peuple (PP), et du Nouveau parti chinois, NP). Avec 53,50 % des voix, le Kuomintang et le PP ont remporté 81 sièges sur 113, soit plus des deux tiers de la nouvelle assemblée. En comptant le soutien de quatre députés indépendants qui lui sont proches, le camp Bleu contrôle désormais jusqu'à trois quarts du Parlement, lui donnant un pouvoir inédit sur les affaires législatives du pays depuis le début des années 1990. Face à lui, le PDP, avec 27 sièges, accuse sa

pire défaite depuis 20 ans, malgré un résultat relativement élevé de 38,17 % des voix.

La victoire du Kuomintang était attendue. Seul ou avec ses alliés du camp Bleu, il a en effet remporté toutes les élections législatives à Taiwan depuis la démocratisation du pays. Sa longue domination nationale et son ancrage dans le tissu politique local, incluant le contrôle de nombreuses factions et associations locales déterminantes pour assurer un

bon maillage des voix, lui donne un avantage électoral certain. Les sondages préélectorales avaient également tous annoncé sa victoire. L'ampleur du succès du KMT a toutefois créé la surprise, surtout en termes de sièges. Elle s'explique par plusieurs raisons. D'abord techniques. En raison de la réduction de moitié du nombre de députés et afin d'assurer une représentation de tous les comtés (*xian*) et municipalités du pays au Yuan législatif, une entorse à la règle de l'égalité de représentation politique des citoyens a été faite en assurant un siège chacun aux comtés peu peuplés des îles du détroit de Formose (Kinmen, Matsu, Penghu) et de l'est de Taiwan (Hualien, Taitung) (contre une règle nationale d'un député pour environ 300 000 électeurs). Les six sièges réservés aux candidats aborigènes dépassent aussi largement leur poids démographique (2 % de la population). Toutes ces circonscriptions étant traditionnellement pro-Bleu, le PDP devait pour contrebalancer ce handicap de départ gagner largement dans le reste du pays, ce qui au vu de la structure générale de l'électorat et de la surdétermination locale des législatives à Taiwan était peu envisageable. Le PDP n'espérait ainsi remporter au mieux qu'une trentaine des circonscriptions disputées au scrutin majoritaire, un résultat insuffisant pour obtenir une majorité parlementaire<sup>(3)</sup>. Enfin, le système de scrutin majoritaire a souvent tendance à amplifier les résultats en terme de sièges, donnant une sorte de prime au gagnant.

Mais si le nouveau mode de scrutin a considérablement accentué les écarts en sièges, la défaite du PDP ne peut lui être attribuée. Elle découle d'abord de l'évolution du nombre de voix obtenues par les camps en présence. La prise en compte des seuls scores du PDP et du KMT serait en effet trompeuse. Dans le scrutin par circonscription, le KMT connaît une hausse de 20,7 % de ses voix par rapport à 2004 où il était en concurrence avec le PP et le NP pour le même électoral. De son côté, le PDP voit sa part de l'électorat croître de 2,5 %, un résultat somme toute positif. En terme de camps par contre, si les Bleus gagnent bien 6,9 %, les Verts (soit le PDP et l'Union solidarité Taiwan, UST) baissent, eux, de 4,4 %. Plus encore, alors que l'écart entre les deux camps était seulement de 3,3 % en 2004 en faveur des Bleus, il est passé cette fois-ci à 14,7 %. S'il y a progression du PDP, elle s'est ainsi essentiellement faite aux dépens de l'UST dont les suffrages reculent de 6,8 %. L'écart entre les deux camps se retrouve dans les résultats du vote sur listes de parti. La légère baisse du KMT y est compensée par l'apport des voix du NP (3,95 %) pour un total de 55,2 % pour les Bleus. Le camp Vert dépasse, lui, les 40 % avec les 3,5 % de l'UST s'ajoutant aux 37 % du PDP.

Toutefois, avec moins de 5 % des voix chacun, ni le NP ni l'UST, pas plus qu'aucun autre petit parti, ne seront représentés au nouveau Parlement.

Clair vainqueur en pourcentage, tant par rapport aux Verts qu'aux indépendants (qui perdent 2,54 %), le camp Bleu progresse aussi en nombre de voix avec plus de 760 000 suffrages supplémentaires. Cette croissance marque un tournant dans l'histoire politique récente en renversant la baisse continue des Bleus depuis 1995. Leur succès aux législatives de 2004 avait en effet été en partie un trompe-l'œil : si le camp Bleu avait conservé sa majorité parlementaire, il avait perdu 2,89 % des voix et plus de 580 000 suffrages, atteignant son étiage historique. Cette fois-ci, au contraire, il retrouve un niveau de suffrages équivalent à son score des législatives de 1998, soit avant l'arrivée au pouvoir de Chen Shui-bian et du PDP. À l'inverse, le camp Vert perd plus de 350 000 voix en quatre ans et 370 000 voix par rapport aux élections de 2001.

L'analyse détaillée de la participation donne aussi une image plus nuancée du taux d'abstention. En pourcentage, la participation a encore baissé et atteint le record de 58,50 % contre 59,16 % en 2004. Cependant, en chiffres absolus, le nombre de votant est assez élevé avec une augmentation de plus de 250 000 votes, ce qui indique une forte mobilisation, au moins du côté du vainqueur. On retrouve ainsi le niveau de votants de 1998. En fait, depuis 1995 une fourchette d'environ 9,5 à 10,5 millions d'électeurs va voter aux élections législatives. Si depuis dix ans le taux de participation décroît régulièrement, passant de 68,1 % à 58,5 %, c'est que la croissance continue de l'électorat fait mécaniquement baisser le pourcentage de votants. Il est alors probable que ce soit à peu près toujours les mêmes électeurs qui votent, des électeurs politisés et en grande partie partisans. Dans le même temps, il y a clairement un accroissement du nombre d'électeurs neutres, non politisés, voire désabusés de la politique, et qui ne votent pas aux législatives. C'est notamment le cas de beaucoup de jeunes<sup>(4)</sup>.

L'analyse des résultats des élections législatives depuis 1995 montre par ailleurs que le soutien du camp Bleu oscille entre

3. Sur la base des rapports de forces de 2004, les Verts auraient pu remporter 31 sièges sur 73 ainsi que 15 à 16 sièges sur la liste de parti à la proportionnelle. Calcul fait à partir de Liang Shih-wu *et al.*, *21 shiji Taiwan toupiao jilu*, Taipei, Taiwan shangwu yinshuguan, 2007.

4. L'une des raisons est l'habitude persistante de s'enregistrer au bureau de vote du lieu de la résidence familiale et non du lieu d'habitation personnelle. Ainsi, un grand nombre d'étudiants et de jeunes travailleurs originaires du Centre et du Sud mais habitant dans le Nord du pays ne veulent ou ne peuvent pas rentrer chez leurs parents pour les élections législatives. Aux présidentielles par contre, ceux-ci font généralement le déplacement.

un minimum de 4,5 millions et 46,8 % des voix (2004) et un maximum de 5,5 millions de voix en 1995, avec des résultats quasi similaires de 5,3 millions et 53-55 % de voix en 1998 et 2008. Ainsi, à l'exception de 2004, le camp Bleu a toujours reçu plus de 5 millions de voix, ce qui semble constituer sa base électorale moyenne aux législatives. Du côté du camp Vert, le maximum de voix a été atteint en 2001 et répété en 2004 avec 4,2 millions, le sommet en pourcentage étant de 43,5 % en 2004, alors que son minimum est de 2,9 millions et 29,6 % des voix en 1998.<sup>(5)</sup> Les 3,8 millions de voix récoltées en 2008 (40,4 %) peuvent être considérés comme sa nouvelle base électorale après huit ans au pouvoir. Ils constituent un résultat très supérieur aux scores des années 1990, et reflètent la hausse globale du soutien des Verts dans la population qui passe de 30-33 % dans la décennie 1990 à 40-43 % dans les années 2000. Les oscillations dans les résultats des deux camps aux législatives relèvent alors de leur capacité à mobiliser leur base en plus d'attirer une partie des électeurs du milieu. Dans tous les cas, avec le potentiel régulier des Bleus dépassant toujours celui des Verts, sauf circonstances extraordinaires, une victoire des Verts aux législatives reste un objectif difficile à atteindre dans un avenir proche, surtout dans le cadre du nouveau système électoral.

### Raisons et conséquences de la victoire du KMT

La victoire du KMT s'explique d'abord par l'unité interne relative des deux camps et la meilleure maîtrise du nouveau mode de scrutin par le KMT. Après 15 ans de division du camp Bleu, le KMT a enfin réussi à réintégrer dans une union électorale solide ses alliés du PP et du NP à travers un processus de nomination des candidats qui leur a donné une place suffisante pour éviter de nouvelles batailles fratricides (20 députés sur 80, soit 25 % des candidats élus sous l'étiquette KMT sont d'anciens PP ou NP auxquels s'ajoutent un candidat PP aborigène). Cette union était la condition de la victoire dans un système électoral majoritaire à un tour où toute triangulaire est fatale pour le camp divisé. Le KMT a aussi su nommer des candidats avec de fortes connections locales et a fait, comme toujours, une campagne axée sur les besoins et soucis locaux, notamment économiques, de la population.

Le camp Vert a au contraire étalé ses divisions, non seulement entre le PDP et l'UST empêchant toute alliance électorale effective et démobilisant une partie de son électoral, mais aussi au sein même du PDP qui a connu un processus

de nomination des candidats tumultueux tournant au profit de l'aile plus radicale du parti. Au moins trois sièges assurés au camp Vert dans le Sud ont ainsi été perdus en raison de la présence d'un candidat UST ou PDP dissident. Avec un mode de scrutin qui demande de ratisser le plus grand nombre de vote plutôt que de simplement rassembler sa base radicale comme dans le système électoral précédent, le rejet par le parti de ses propres candidats centristes a été clairement contreproductif en terme d'image du parti comme d'attractivité de ses candidats. Au final, le DPP a perdu toutes ses circonscriptions fragiles (11), ainsi que quatre circonscriptions fortes, en plus des trois perdues par division du vote Vert. Les Bleus n'ont, eux, laissé échapper aucune des circonscriptions où ils étaient majoritaires en 2004.

Sur le fond, le succès du KMT est lié à deux causes principales. D'abord, l'insatisfaction de l'électorat Vert et centriste envers le gouvernement et le Président Chen Shui-bian. Ensuite le souhait de ramener le KMT au gouvernement, notamment en raison de sa réputation de compétence économique. Malgré de bons à très bons indicateurs économiques (5,7 % de croissance et 3,9 % de chômage en 2007), la stagnation, voire la réduction, du pouvoir d'achat d'une partie des classes moyennes et inférieures ainsi que la délocalisation continue des entreprises taiwanaises en Chine donne à la population un sentiment de crise économique, particulièrement aigu dans un environnement de hausse des prix mondiaux (énergie et alimentation) et de l'immobilier comme ce fut le cas en 2007.

Le PDP paie enfin la dégradation de son image de parti propre à la suite d'une série d'affaires de corruption touchant l'entourage du Président et du gouvernement depuis la mi-2005. Or, la corruption a toujours été une préoccupation majeure des Taiwanais dans leurs choix électoraux. Dans une campagne électorale où les rares thèmes nationaux ont tourné, comme pour les élections précédentes, autour de l'identité nationale (pour le PDP), de l'économie et de la compétence gouvernementale (pour le KMT), les Bleus ont réussi, dans un renversement total des perceptions passées, à s'approprier le thème anti-corruption et à le retourner contre le PDP. Dans ce contexte, l'abstention record exprime également le désir de l'électorat Vert et centriste de donner une leçon au PDP. Chez ses partisans, le PDP se voit aussi reprocher, d'une part, de n'avoir pas suffisamment avancé le programme indépendantiste, d'avoir échoué à récupérer les biens indus du KMT et à changer le système des

5. Une année marquée par un très haut pourcentage de voix pour les candidats indépendants.

factions locales pro-KMT, et d'autre part son incapacité à entreprendre les réformes progressistes promises aux niveaux politique, social, ou environnemental<sup>(6)</sup>. Si une partie de ces échecs est due à l'opposition du Parlement contrôlé par les Bleus et engagé depuis 2001 dans une politique du pire dans le but de bloquer la politique du PDP,<sup>(7)</sup> le gouvernement en a été en dernier recours tenu pour responsable en raison de ses propres erreurs et de la perception d'une relative absence de compétence administrative et économique.

La combinaison du nouveau mode de scrutin et des résultats de janvier a enfin des conséquences notables pour le nouveau Parlement. D'abord, le contrôle des trois quarts de l'Assemblée par le KMT et ses alliés leur donne une liberté législative totale, le système d'examen et d'approbation des projets de loi par les groupes parlementaires avant le vote en chambre ne pouvant au pire que retarder leur passage. Le camp Bleu pourra aussi enclencher à lui seul le processus de révision constitutionnelle (soumise toutefois à l'approbation populaire par référendum). Ensuite, se dessine un paysage politique marqué par le bipartisme voire un monopartisme de fait en raison de la grande faiblesse du PDP au Parlement. Ceci pourrait entraîner un retour des factions au sein du KMT et de leurs conflits d'intérêts, compliquant la politique du futur gouvernement Bleu. Le faible nombre de circonscriptions favorise aussi l'essor du pouvoir individuel des députés, leur collusion avec les lobbies locaux et nationaux, ainsi que la création de machines politiques personnalisées pour assurer leur réélection. En raison du coût toujours croissant des campagnes électorales à Taiwan, les députés sortants seront ainsi fortement avantagés lors du prochain scrutin en 2012, tandis que le contrôle des partis sur leurs députés risque de baisser. Toutefois, en raison du grand nombre d'électeurs sans affiliation partisane, l'espace existe pour le PDP de remonter la pente en restructurant son message sur les besoins de l'électorat, mais aussi peut-être pour l'émergence d'un tiers parti profitant soit d'éventuels problèmes socio-économiques qui transcendent la polarisation politique actuelle, soit de nouvelles divisions du KMT.

Concernant les deux référendums proposés à l'électorat le 12 janvier, en raison de leur boycott par le KMT, aucun n'a pu franchir la barre des 50 % de participation des inscrits nécessaire pour leur validation<sup>(8)</sup>. Cet échec a prouvé une nouvelle fois qu'à Taiwan l'outil référendaire ne pouvait fonctionner sans consensus préalable des deux camps sur la question et présageait une issue identique aux référendums plus controversés sur l'entrée ou le retour de Taiwan à l'ONU proposés lors de l'élection présidentielle.

## Élections présidentielles

### Analyse des résultats

La quatrième élection présidentielle au suffrage universel direct de l'histoire de Taiwan s'est tenue le 22 mars 2008 mettant aux prises deux « tickets » pour succéder pour quatre ans à Chen Shui-bian et Annette Lu Hsiu-lien. Du côté du PDP, Frank Hsieh Chang-ting, ancien maire de Kaohsiung (1998-2005) et Premier ministre (2005-2006), se présentait associé à Su Tseng-chang, ancien gouverneur du comté de Taipei (1997-2004) et Premier ministre (2006-2007). En face, le ticket du KMT se composait de Ma Ying-jeou, ancien maire de Taipei (1998-2006) et de Vincent Siew Wan-chang, Premier ministre sous la présidence Lee Teng-hui (1997-2000).

Le choc causé au sein du PDP par la débâcle des législatives avait pu laisser penser qu'un effet de pendule pourrait s'opérer à la présidentielle afin de contrebalancer l'excès de pouvoir du KMT au Parlement. Pour cela, le PDP devait toutefois s'assurer de récupérer les électeurs du milieu comme ses propres électeurs modérés qui l'avaient fui en janvier. Il devait aussi faire face au souhait de l'électorat de mettre fin à l'impasse au pouvoir entre exécutif et législatif et donc du retour du KMT à la présidence. Dans tous les cas, seule une très haute participation, supérieure à 80 %, pouvait permettre de renverser la situation au profit des Verts face à un camp Bleu dont l'avantage structurel et conjoncturel se doublait d'un des candidats les plus populaires et médiatiques de l'histoire démocratique du pays. Pour Hsieh, le défi était de pouvoir à la fois se distancer de Chen Shui-bian et de son administration tout en se présentant comme le meilleur garant de l'identité taïwanaise et de la relance socio-économique du pays, et unifier autour de lui un camp Vert divisé entre factions, tactiques et stratégies opposées.

Au final, l'élection s'est conclue par une victoire sans appel de Ma Ying-jeou avec 58,45 % des suffrages et 7,6 millions de voix contre 41,55 % et 5,4 millions de voix à leurs adversaires. Si la victoire de Ma et de Siew était attendue et an-

6. Cindy Sui, « Taiwan's Defeated Party Rebuilds », *Asia Times Online*, 22 avril 2008.

7. Cf. Shelley Rigger, « The Unfinished Business of Taiwan's Democratization », in Nancy Bernkopf Tucker, *Dangerous Straits. The U.S.-Taiwan-China Crisis*, New York, Columbia University Press, 2005, p.16-43.

8. Pour le référendum n° 3 (sur le retour des biens du KMT considérés comme usurpés) : Participation 26,34 % - 4 550 881 votants. Oui : 91,46 % - 3 891 170 voix. Non : 8,54 % - 363 494 voix. Pour le référendum n° 4 (pour une enquête publique sur la corruption au sein du gouvernement) : Participation 26,08 % - 4 505 927 votants. Oui : 58,17 % - 2 304 136. Non : 41,83 % - 1 656 890.

Ma Ying-jeou remporte l'élection présidentielle  
avec 58,45 % des suffrages

© AFP



noncée, l'ampleur a là encore surpris la plupart des commentateurs et des dirigeants politiques du PDP comme du KMT. Certes les sondages publics donnaient un écart assez proche du 17 % final, mais la sous-estimation répétée des voix Vertes par ceux-ci lors des précédentes élections, ainsi que des sondages internes des partis, en général plus fiables, donnant des résultats beaucoup plus serrés avaient laissé croire à une victoire moins aisée<sup>(9)</sup>. Au contraire, les Taiwanais ont fait un choix clair en faveur de Ma et du KMT, ainsi que de leur programme d'interaction économique rapprochée avec la Chine et de maintien du *statu quo* politique dans le détroit de Taiwan. Cette confirmation du vote de janvier remet aussi en question l'idée jusqu'alors répandue que les scrutins législatifs et présidentiels obéissent à des logiques différentes. De fait, les mêmes causes ont abouti aux mêmes effets, l'électorat exprimant à la fois un rejet du gouvernement du PDP et du Président Chen Shui-bian et le souhait de donner au KMT les moyens de sa politique.

Deux référendums importants pour les relations internationales de Taiwan se tenaient aussi concurremment au scrutin présidentiel. Le premier, proposé par le PDP, appelait à l'entrée du pays à l'ONU sous le nom de Taiwan. Le second, soutenu par le KMT, proposait le retour de Taiwan à l'ONU sous le nom de la République de Chine ou de tout autre nom acceptable. Si le PDP a appelé à voter en faveur des deux référendums afin d'en assurer le passage d'au moins un, le KMT a décidé de boycotter activement celui du DPP et de soutenir mollement le sien sans appeler ses partisans à y participer. Contrairement aux attentes des uns et craintes des autres, notamment de Pékin et de Washington, les référendums n'ont pas joué un rôle central ni dans la campagne ni dans le résultat final de la présidentielle. Avec une participation d'environ seulement 36 % pour chacun des référendums, leur passage n'a pas pu être validé. Le KMT et les électeurs Bleus ont préféré ignorer la valeur stratégique des référendums pour les négociations futures avec la Chine ainsi que leur valeur d'expression identitaire en raison de leur potentiel provocateur, de l'opposition affichée des États-Unis à leur tenue, et de la perception de leur manipulation politique à des fins partisans. Plus de 6 millions d'électeurs ont toutefois pris part aux référendums dépassant, comme pour ceux du 12 janvier, le nombre de voix du PDP à l'élection.

Une comparaison des résultats de 2008 avec ceux des élections présidentielles précédentes permet aussi d'éclairer certains ressorts de la victoire de Ma. Pour cela, on doit comparer les forces des camps Bleu et Vert plutôt que les candidatures individuelles en raison des divisions du camp Bleu

depuis le début des années 1990.

Par rapport à 2004, où Chen et Lu avaient gagné d'extrême justesse contre Lien et Soong, on note une augmentation des voix du candidat Bleu de plus de 1,2 million, et une baisse d'un million de voix pour le candidat Vert, soit un transfert d'un million de voix des Verts aux Bleus. En terme de répartition géographique, Ma domine largement le pays, y compris les municipalités du Sud symboliquement importantes de Chiayi, Tainan et Kaohsiung, seuls cinq comtés du Centre et Sud (Yunlin, Chiayi, Tainan, Kaohsiung et Pingtung) donnant une courte majorité à Hsieh. En 2004, Chen avait, lui, remporté tous les comtés et villes du Sud avec de très larges majorités, ainsi que les comtés charnières de Changhua, de Nantou, de Taichung et de Ilan, permettant de contrebalancer un Nord et un Nord-Ouest traditionnellement Bleus<sup>(10)</sup>.

À 76,33 %, la participation est en baisse de quatre points. Ceci s'explique par le peu d'incertitude sur l'issue du scrutin comparé aux présidentielles précédentes, mais aussi par le désintérêt d'une partie croissante de l'électorat dû à la radicalisation partisane de la scène politique. Toutefois, reflétant la croissance des inscrits (+ 814 443), le nombre de votants est sensiblement égal à la celui de 2004, avec un recul de seulement 30 000 voix. Si l'élection a attiré proportionnellement moins de votants, le nombre d'électeurs est identique : 13,2 millions, indiquant une mobilisation très forte des Bleus et des pro-Mas, ainsi que de la base des Verts. Si l'on compare avec les élections de 2000, le tableau est légèrement différent. Chen et Lu avaient remporté leur premier mandat grâce à la division du camp Bleu entre trois candidatures<sup>(11)</sup>. L'addition des voix des candidats Bleus en 2000 donne alors un résultat très proche de celui de 2008 : 7,6 millions et de 60,2 % des voix pour le camp Bleu, contre

9. Cf. Alan Romberg, « Taiwan Elections. Foundation for the Future », *China Leadership Monitor*, n° 24, printemps 2008, p. 23, note 49; David Brown, « Taiwan Voters Set a New Course », *Comparative Connections*, avril 2008, p. 3.

10. Sur l'élection présidentielle de 2004, cf. Frank Muyard, « Naissance d'une nation à Taiwan ? », *Perspectives chinoises*, n° 82, mars-avril 2004, p. 33-48.

11. Lien Chan et Vincent Siew Wan-chang (pour le KMT), Soong Chu-yu et de Chang Chao-hsiung, et Lee Ao et de Feng Yu-hsiang. S'y ajoutait la candidature indépendante de Hsu Hsin-liang et Chu Hui-liang à forte tonalité Hakka. Cf. Joseph Jausieh Wu, « Une alternance historique... et pleine d'incertitudes », *Perspectives chinoises*, n° 58, mars-avril 2000, p. 38-53.



## 2. Résultats des élections présidentielles à Taiwan (1996-2008)

		%	Nombre d'électeurs et de voix	Evolution Bleus, Verts		
				2008/2004	2008/2000	2008/1996
<b>2008 Pres.</b>	<b>Inscrits</b>		17 321 622	+ 814 443	+ 1 858 997	+ 3 008 334
	<b>Participation</b>	76,33 %	13 221 609	- 30 110	+ 434 938	+ 2 338 330
	<b>Ma-Siew</b>	58,45 %	7 658 724	+ 1 216 272	+ 51 457	- 832 809
	<b>Hsieh-Su</b>	41,55 %	5 445 239	- 1 026 731	+ 467 542	+ 3 170 653
	<b>Nuls</b>		117 646	- 219 651	- 4 632	+ 486
				<b>2004/2000</b>		
<b>2004 Pres.</b>	<b>Inscrits</b>		16 507 179	+ 1 044 554		
	<b>Participation</b>	80,28 %	13 251 719	+ 465 048		
	<b>Chen-Lu</b>	50,11 %	6 471 970	+ 1 494 273		
	<b>Lien-Soong</b>	49,89 %	6 442 452	- 1 164 815		
	<b>Nuls</b>		337 297	215 019		
				<b>2000/1996</b>		
<b>2000 Pres.</b>	<b>Inscrits</b>		15 462 625	+ 1 149 337		
	<b>Participation</b>	82,69 %	12 786 671	+ 1 903 392		
	<b>Chen-Lu</b>	39,30 %	4 977 697	+ 2 703 111		
	<b>Soong-Chang</b>	36,84 %	4 664 972			
	<b>Lien-Siew</b>	23,10 %	2 925 513			
	<b>Hsu-Chu</b>	0,63%	79 429			
	<b>Lee-Feng</b>	0,13%	16 782			
	<b>Total Bleus</b>	60,07 %	7 607 267	- 884 266		
	<b>Nuls</b>		122 278	+ 5 118		
<b>1996 Pres.</b>	<b>Inscrits</b>		14 313 288			
	<b>Participation</b>	76,04 %	10 883 279			
	<b>Lee-Lien</b>	54 %	5 813 699			
	<b>Peng-Hsieh</b>	21,13 %	2 274 586			
	<b>Lin-Hao</b>	14,9 %	1 603 790			
	<b>Chen-Wang</b>	9,98 %	1 074 044			
	<b>Total Bleus</b>	78,88 %	8 491 533			
	<b>Nuls</b>		117 160			

Tableau : F. Muiyad

Source : Commission Electorale Centrale, Taiwan, R.O.C., et Election Study Center, National Chengchi University.

## 3. Elections présidentielles à Taiwan (2000-2008). Résultats par comtés et municipalités.

Résultats	2008 Bleus *	2008 Verts *	2004 Bleus **	2004 Verts **	2000 Bleus ***	2000 Verts ***
National	58,45%	41,55%	49,89%	50,11%	60,24%	39,30%
Taipei	63,03%	36,97%	56,53%	43,47%	61,81%	37,64%
Kaohsiung	51,59%	48,41%	44,35%	55,65%	53,85%	45,79%
Taipei Co.	61,05%	38,95%	53,06%	46,94%	62,75%	36,73%
Keelung	67,73%	32,27%	59,44%	40,56%	68,66%	30,84%
Taoyuan	64,64%	35,36%	55,32%	44,68%	66,10%	31,12%
Hsinchu	64,70%	35,30%	55,12%	44,88%	65,37%	33,79%
Hsinchu Co.	74,02%	25,98%	64,06%	35,94%	72,39%	24,75%
Miaoli	70,99%	29,01%	60,75%	39,25%	71,96%	26,81%
Taichung	61,74%	38,26%	52,66%	47,34%	62,68%	36,86%
Taichung Co.	58,84%	41,16%	48,21%	51,79%	62,98%	36,51%
Changhua	57,59%	42,41%	47,74%	52,26%	59,56%	40,05%
Nantou	62,03%	37,97%	51,25%	48,75%	65,22%	34,49%
Yunlin	48,47%	51,53%	39,68%	60,32%	52,72%	46,99%
Chiayi	52,39%	47,61%	43,94%	56,06%	52,64%	47,01%
Chiayi Co.	45,56%	54,44%	37,21%	62,79%	50,22%	49,49%
Tainan	50,71%	49,29%	42,23%	57,77%	53,60%	46,06%
Tainan Co.	43,85%	56,15%	35,21%	64,79%	45,98%	53,78%
Kaohsiung Co.	48,59%	51,41%	41,60%	58,40%	52,52%	47,14%
Pingtung	49,75%	50,25%	41,89%	58,11%	53,34%	46,28%
Ilan	51,42%	48,58%	42,29%	57,71%	52,69%	47,03%
Hualien	77,48%	22,52%	70,20%	29,80%	78,19%	21,42%
Taitung	73,32%	26,68%	65,52%	34,48%	76,55%	23,20%
Penghu	57,93%	42,07%	50,53%	49,47%	62,94%	36,79%
Kinmen	95,13%	4,87%	93,95%	6,05%	96,46%	3,11%
Lienchiang	95,16%	4,84%	94,24%	5,76%	97,96%	1,80%

\* 2008. Ma-Siew vs Hsieh-Su  
Tableau : F. Muyard

\*\* 2004. Lien-Soong vs Chen-Lu

\*\*\* 2000. Bleus : Soong + Lien + Lee vs Chen-Lu; Indep. : Hsu-Chu  
Source : Commission Electorale Centrale, Taiwan, R.O.C

près de 5 millions de voix et 39,3 % pour Chen et Lu. La similitude se répète dans les résultats par municipalité et comté depuis 2000 où l'on voit que seul le comté de Tainan avait donné une majorité aux candidats du PDP en 2000. Tous les autres comtés et municipalités du Sud et du Centre étaient Bleus, ce qui permet de relativiser la surprise de cer-

tains quant à l'étendue du succès de Ma dans le Sud. Là encore, Ma retrouve essentiellement l'électorat Bleu de 2000. Si le recul des Verts est très net par rapport à 2004, leur résultat de 2008 reste meilleur qu'il y a huit ans avec cinq comtés au lieu d'un et une augmentation de leurs voix partout sauf à Taipei.

Ainsi, tout comme les législatives 2008 ont vu le KMT récupérer son soutien de 1998, la présidentielle de 2008 semble présenter un retour à la situation de 2000 en termes de rapport de forces entre les Bleus et les Verts, avec une légère augmentation de 2,25 % pour les Verts. Sur le plan de la participation, si en 2000, elle était de 82,69 %, donc supérieure de plus de 6 % à celle de 2008, avec l'augmentation des inscrits (+ 1 858 997), il y avait en fait beaucoup plus d'électeurs cette année qu'en 2000 : + 434 938. Or, en terme de voix, on voit que, sur ces quelques 434 000 nouveaux votants, Ma ne récolte que 50 000 voix de plus que les Bleus divisés en 2000, tandis que Hsieh en gagne 467 000, un chiffre supérieur à l'augmentation des votants. Si l'on compare avec l'élection de 1996, on observe des tendances similaires. Avec trois millions d'électeurs inscrits supplémentaires, et 2,3 millions de votants supplémentaires en 2008, les Bleus perdent 830 000 voix, quand les Verts en gagnent plus de 3,1 millions. Ces chiffres illustrent bien la montée historique des Verts, et du nationalisme voire de l'indépendantisme taiwanais depuis la première élection présidentielle au suffrage universel à Taiwan.

Mais l'analyse confirme aussi celle des élections législatives qui indiquait que la base et le potentiel des Bleus étaient toujours supérieurs à ceux des Verts. Lors des trois dernières présidentielles depuis 2000, le minimum des Bleus aux présidentielles a été de 6,44 millions de voix en 2004, avec un maximum de 7,65 millions de voix atteint en 2000 et 2008. Du côté des Verts, par contre, les 6,47 millions de voix de 2004 constituent leur sommet, avec une base maintenant montée à 5,45 millions en 2008. Ceci met en lumière, d'une part, le caractère exceptionnel de la victoire de Chen en 2004 et, d'autre part, le découplage entre l'identité nationale taiwanaise, toujours croissante, et les préférences électorales.

Avant d'aborder les raisons de la victoire de Ma, c'est donc l'élection de 2004 qui apparaît comme l'exploit à expliquer. En 2004, Chen Shui-bian avait profité de plusieurs facteurs favorisant sa réélection. Tout d'abord l'avantage d'être le candidat sortant permettant d'attirer les voix des dirigeants locaux indépendants ou modérés par le biais du soutien gouvernemental à leurs politiques de développement local. En pratique, la hausse de 11 % du vote pour Chen en 2004 est aussi au moins pour moitié due au soutien qu'il a reçu de l'UST et de Lee Teng-hui, soit une partie des anciens réseaux locaux pro-Taiwan du KMT notamment dans le Centre et le Sud, et qui, en 2008, ont eu tendance à se tourner vers Ma. Mais Chen avait aussi su attirer des voix par son charisme personnel et ses capacités d'unification du

camp Vert. La population avait également le désir de donner un nouveau mandat au DPP pour qu'il fasse davantage ses preuves. Enfin Chen et Lu étaient les représentants de l'identité taiwanaise et du mouvement démocratique et progressiste des vingt précédentes années face à Lien et Soong très attachés à l'identité chinoise et symboles de la vieille garde du KMT au point de susciter un vote négatif à leur égard. De fait, au vu de la très faible marge de victoire de Chen, si Ma avait été alors le candidat unique des Bleus, il ne fait pas grand doute qu'il eut déjà été élu en 2004.

L'une des clefs est ainsi donnée par les électeurs neutres ou du milieu. Contrairement à l'analyse de nombre de stratégies du PDP et de Chen depuis 2004, l'évolution du score des candidats PDP aux trois dernières élections présidentielles (2000 : 39,3 %, 2004 : 50,1 %, 2008 : 41,5 %) prouve l'existence et l'importance de ce groupe flottant d'un poids minimum de 15 à 20 % des votants. Si l'électorat taiwanais présente une majorité structurelle pour les Bleus, ceux-ci ne peuvent en effet obtenir la majorité absolue qu'avec l'apport des électeurs du milieu, comme la défaite de Lien en 2004 l'a montré. Or, beaucoup de ces électeurs peu politisés sont du Centre de l'île, soit des comtés de Taichung, Changhua, Nantou, Yunlin, et vont avoir tendance à apporter leur soutien au candidat sortant ou au gagnant probable. Un autre sous-groupe flottant est celui des nouveaux électeurs, les jeunes, qui sont dans l'ensemble moins politisés et partisans que leurs prédécesseurs, votent davantage par rapport aux conditions présentes, et sont sensibles au nouveau et aux promesses d'amélioration de leur avenir.

## Causes et leçons de la victoire de Ma

La prédominance structurelle du KMT dans l'électorat taiwanais n'explique toutefois pas en soi la victoire de Ma ni son ampleur. Il fallait en effet pour l'assurer un certain nombre de conditions qu'a su remplir le camp Bleu par rapport à 2004. Tout d'abord son unité interne. Ensuite le choix d'un candidat charismatique qui puisse incarner le désir de changement et de progrès de l'électorat. Enfin un programme électoral et un message qui prennent en compte les souhaits des électeurs et l'évolution sociopolitique des décennies passées en terme de démocratisation et de taiwanisation et qui puisse profiter de la déception d'une partie de la population envers l'administration PDP.

Tout comme en janvier, les raisons principales de la victoire du KMT à la présidentielle sont ainsi le rejet de Chen Shui-bian et du gouvernement PDP, et le désir de changement d'équipe après deux mandats des Verts. À cela s'ajoute,

comme déjà lors des législatives, le souhait d'avoir un gouvernement et un Parlement unifié après huit années de division du pouvoir et d'impasse politique. L'électorat a ainsi exprimé sa lassitude devant la tension continue qui a marqué l'ère Chen Shui-bian, à la fois en politique interne avec la hausse de la radicalisation partisane, et externe avec la montée des tensions avec la Chine ou des désaccords avec les États-Unis. Un souci de calme et de stabilité, le souhait des électeurs ne pas être pris constamment dans les questions politiques afin de s'occuper de leurs propres affaires, ainsi que l'espoir de profiter davantage de la croissance chinoise dans le maintien du *statu quo* politique ont aussi joué un rôle certain dans le retour au pouvoir du KMT.

Mais la victoire de Ma est aussi la sienne : celle d'un homme charismatique à l'image d'intégrité personnelle et de démocrate, et l'ampleur de son succès lui donne un mandat particulier qui dépasse le soutien au KMT ou à sa politique. C'est également la défaite de Hsieh. Si le candidat du PDP n'avait que peu de chance de l'emporter au vu du climat général peu propice aux Verts, Hsieh n'a pas non plus su attirer davantage d'électeurs sur son nom et par sa personnalité. Son image personnelle ambiguë d'administrateur compétent mais de politicien rhéteur à l'entourage parfois discutables n'a pas fait le poids devant le charisme et le pouvoir médiatique de Ma. De plus contrairement à Chen en 2004, Hsieh n'a pas su unifier le parti et le camp Vert autour de lui<sup>(12)</sup>. Certes la campagne de Hsieh a été réussie, sur le plan médiatique notamment, et il su mettre Ma en difficulté sérieuse sur son programme de rapprochement économique avec la Chine, le forçant à l'atténuer ou à le préciser, comme sur son intégrité personnelle et ses capacités de *leadership*<sup>(13)</sup>. Toutefois, Hsieh n'a pas fait une campagne de proximité et en limitant ses déplacements au maximum n'a pas réussi à établir ce contact interpersonnel fondamental dans la politique taiwanaise que Ma avait travaillé dès l'automne avec ses « séjours de longue durée » dans les comtés du Centre et du Sud de l'île. Ainsi, si sa campagne a pu rassembler la base du camp Vert, elle n'a pas su convaincre l'électorat centriste ni stimuler une plus forte participation.

Sur les programmes électoraux, un rapprochement notable s'était opéré au cours de la campagne<sup>(14)</sup>. Les deux candidats se sont alors opposés, notamment à travers une série de débats télévisés et de nombreuses publicités, sur les points suivants<sup>(15)</sup>. D'abord, la rapidité et l'ampleur du renforcement des relations économiques avec la Chine au regard notamment de ses risques potentiels tant stratégiques que de dépendance économique. Ensuite, le type de politiques économiques et sociales à développer pour maintenir la prospé-

rité des Taiwanais, aux plans fiscal, du développement durable ou de la formation professionnelle. Troisièmement, la priorité à donner à l'affirmation de l'identité nationale taiwanaise. Enfin les qualités personnelles des candidats. Or si le recentrement du programme économique de Hsieh sur la question des relations avec la Chine n'a convaincu ni les Verts radicaux qui y sont opposés, ni les centristes qui ont préféré la version originale du KMT, la stratégie de Ma de suivre l'électorat sur le thème de l'identité taiwanaise et les valeurs démocratiques a clairement eu un écho.

L'un des aspects les plus importants de ce scrutin est en effet que la victoire de Ma Ying-jeou est basée sur certaines assurances fondamentales données par rapport à Taiwan. Tout d'abord Ma a affirmé haut et fort son identité taiwanaise (« Je suis taiwanais »), ainsi que la souveraineté de Taiwan et son indépendance en tant que République de Chine<sup>(16)</sup>. Il s'est également engagé sur la défense de cette souveraineté et sur le fait que l'avenir de Taiwan ne pouvait être décidé que par les seuls 23 millions de Taiwanais. Ma a ensuite réaffirmé son attachement au *statu quo* avec la Chine, en s'engageant à ne pas poursuivre l'unification à court ou moyen terme (30 à 50 ans) et de n'entreprendre aucune négociation sur le sujet lors de son mandat. Enfin, il a pris très clairement position sur la démocratie comme valeur centrale de la société taiwanaise et sur la démocratisation de la Chine comme condition préalable à toute unification future. Cette position revient en fait aux conditions du Programme de réunification de 1991 mis au point sous Lee Teng-hui, mais impose des barrières beaucoup plus précises à l'objectif unificationniste que les positions passées de Lien ou de Soong sur la question.

Ma a aussi fait une campagne centrée sur le retour aux « vraies valeurs taiwanaises » qui auraient été trahies par le PDP. Appuyés par des spots publicitaires mettant en avant les liens entre le KMT et Taiwan, dont un certain nombre en langue taiwanaise, Ma et le KMT ont ainsi réussi à briser le lien d'équivalence entre le PDP et la défense des intérêts et de l'identité taiwanaise en échange d'une nouvelle taiwanisation du discours du KMT. Enfin Ma a mieux su exprimer l'ouverture au monde de la nouvelle société taiwanaise issue de la démocratie avec une campagne axée sur l'avenir et ses nouvelles opportunités. Contrairement aux an-

12. Cf. Cindy Sui, « Taiwan's Defeated Party Rebuilds », *op. cit.*

13. Sur les campagnes des deux candidats, cf. l'analyse détaillée de A. Romberg, « Taiwan Elections. Foundation for the Future », *op. cit.*

14. Pour les programmes des candidats, cf. « Presidential Election 2008. Profiles of Presidential Candidates », *Taipei Times*, 21 mars 2008, ainsi que les sites Internet des campagnes [www.ma19.net](http://www.ma19.net) et <http://vivataiwan.tv>.

nées 1990 où il était porté par la vague de démocratisation et de taiwanisation et par la jeunesse relative de ses dirigeants, le PDP est paru trop préoccupé par le passé (les souffrances comme la culture et les batailles politiques passées), la mémoire taiwanaise, et la nostalgie d'une identité historique révolue<sup>(17)</sup>. Le PDP de 2008 a ainsi paradoxalement ratée la cristallisation de la nouvelle identité taiwanaise qu'il a tant contribué à créer. Maintenant que tout le monde est démocrate et « taiwanais », même le KMT, il n'est plus autant nécessaire de se battre pour la démocratie et l'identité taiwanaise. Il est temps de se tourner vers le nouveau et l'avenir, qui inclut la Chine avec ses risques et opportunités, et le reste du monde.

## Perspectives à venir : trois défis pour Ma

Nouveau Président de Taiwan, Ma Ying-jeou fait maintenant face à de grandes attentes pour apaiser les relations inter-déclat et accroître la prospérité du pays. Dans les deux cas, une bonne partie des réponses ne dépend toutefois pas de lui, mais de l'économie mondiale et de l'attitude de Pékin. Au niveau national, Ma devra vite tenir ses promesses et respecter ses engagements envers l'électorat. Après avoir fait de la relance de l'économie le cœur de sa campagne électorale, Ma n'aura qu'une courte lune de miel pour prouver ses compétences en la matière. Ma devrait par ailleurs rapidement améliorer les relations avec Washington, indispensable soutien de Taipei et bien disposé à l'égard de Ma en raison de son soutien au *statu quo*. Mais les États-Unis devront aussi montrer qu'ils peuvent aider Taiwan au niveau international et auront des choix complexes à faire pour équilibrer leurs relations avec Taiwan, d'un côté, et la Chine de l'autre, notamment sur les dossiers des fournitures et contacts militaires et de l'accord de libre-échange souhaité par Taipei. Dans ses relations avec Pékin, Ma devra enfin redoubler de prudence pour ne pas apparaître trahir les intérêts et la souveraineté de Taiwan tout en obtenant des dirigeants communistes ce qu'ils avaient refusé à Chen Shui-bian. Trois défis principaux se présentent ainsi à lui, tous liés les uns aux autres : l'économie, les relations avec la Chine, et l'identité nationale.

### L'économie

Ma s'est présenté comme le sauveur d'une économie en détresse qu'il fallait ressusciter. Son programme promet une croissance de 6 % en 2008, un chômage à moins de 3 % en 2012 et un PNB par habitant de 30 000 dollars américains

en 2016. Pour cela, il compte sur l'ouverture rapide des liaisons aériennes directes avec la Chine, l'accueil en masse des touristes chinois, l'ouverture de Taiwan aux investisseurs chinois, ainsi que le lancement de 12 grands projets d'infrastructure au coût de 130 milliards de dollars américains (soit 25 % du PNB), et la transformation de Taiwan en base régionale pour les multinationales étrangères investissant en Chine.

Quatre années de matraquage négatif par les médias pro-Bleu (soit les deux tiers des médias taiwanais) et de propagande incessante du KMT ont finit par convaincre une bonne partie des Taiwanais que leur économie était en crise. Pourtant, comme on va le voir ci-dessous, le bilan économique des années Chen Shui-bian est bon, sans parler du succès continu des secteurs de haute technologie qui tirent les exportations taiwanaises vers de nouveaux records<sup>(18)</sup>. Toutefois Taiwan est confronté à deux problèmes. Le premier est celui d'une restructuration de l'économie sous l'impact des délocalisations et de la globalisation et à laquelle tous les pays développés actuels font face avec des difficultés similaires, notamment en termes d'emploi. La population taiwanaise tend cependant, comme en Corée du Sud<sup>(19)</sup>, à ignorer les barrières de croissance que le pays connaît du fait même de son haut niveau de développement et à comparer ses chiffres de croissance avec ceux de la Chine ou d'autres pays en développement comme le Vietnam ou l'Inde, ou encore avec des économies de cités entrepôts et financières comme Hong Kong et Singapour, générant des perceptions déformées sur les performances réelles de Taiwan. La seconde difficulté est un problème crucial de pouvoir d'achat et de redistribution de la richesse nationale vers les couches moyennes et inférieures et qui touche lui aussi l'ensemble de la région<sup>(20)</sup>. Un argument majeur de la campagne du KMT a d'ailleurs été l'augmentation des inégalités sociales à Taiwan. Or, si ce problème est au cœur du sentiment de déclin relatif d'une partie de la population, sa résolution sera loin

15. Cf. la transcription du principal débat télévisé du 9 mars, « Hsieh and Ma Face the Nation », et « Presidential Hopefuls Spar on Critical Issues », *Taipei Times*, 10 mars 2008. Pour les publicités électorales télévisées de Ma, cf. <http://www.ma19.net/video/ads/>; de Hsieh, <http://vivataiwan.tv/index.php?sid=573&page=1>

16. Mo Yan-chih et Shih Hsiu-chuan, « Defend Taiwan's Sovereignty, Says Ma », *Taipei Times*, 15 mars 2008.

17. Liang Wen-chieh, « The DPP Must Rethink its Strategy », *Taipei Times*, 7 avril 2008.

18. Cf. François Blanc, « Bilan économique des années Chen Shui-bian », *La Lettre de Taiwan*, n° 144, avril 2008, p. 2-7.

19. Les similitudes avec la situation économique ainsi qu'avec les récents événements politiques en Corée sont de fait assez nombreuses. Cf. par exemple Philippe Pons, « Corée du Sud, nouvelle donne politique », *Le Monde*, 29 février 2008.

20. Cf. International Monetary Fund, *Regional Economic Outlook. Asia and Pacific*, Chap. IV, « Rising Inequality and Polarization in Asia », septembre 2006.

d'être aisée. Une comparaison avec les pays de même niveau économique montre par ailleurs que là encore la situation taiwanaise reste assez bonne.

La croissance du PNB sous l'ère Chen Shui-bian, soit de 2000 à 2007, a été de 4,1 % par an en moyenne <sup>(21)</sup>. Celle des années 1990 était de 6,5 % en moyenne annuelle contre 8,2 % dans la décennie 1980, dessinant une courbe classique de baisse régulière de croissance à mesure de la hausse du développement industriel et technologique du pays. En distinguant les deux mandats de Chen, on voit que de 2000 à 2003, la croissance annuelle moyenne du PNB fut de 2,9 % incluant une récession en 2001 (-2,2 %) largement due à l'explosion de la bulle Internet mondiale et à la récession américaine qui a suivi. De 2004 à 2007, la croissance a été de 5,2 % en moyenne, finissant en 2007 avec 5,7 %, et s'approche du rythme de 5,8 % de croissance moyenne annuelle obtenu lors du dernier mandat du Lee Teng-hui de 1996 à 1999.

Si l'on compare régionalement, il apparaît que sur la décennie 1997-2007, la croissance du PNB de Singapour a été de 5,6 % et celle de la Corée du Sud de 4,4 % contre 4,5 % pour Taiwan <sup>(22)</sup>. Par tête d'habitant, la croissance de Taiwan est toutefois légèrement supérieure à celle des ses compétiteurs avec 3,96 % par an, contre 3,55 % pour Singapour et 3,83 % pour la Corée du Sud en raison d'une hausse de la population supérieure dans ces deux pays. Sur la période 2004-2007, la croissance coréenne est de 4,75 % par an, encore une fois inférieure à celle de Taiwan <sup>(23)</sup>. De même pour le PNB par habitant, bien que le KMT ait fait campagne sur le dépassement de Taiwan par la Corée dans les années 2000 avec un chiffre de 20 045 dollars américains contre 16 790 pour Taiwan en 2007, ce rattrapage est en grande partie dû à une inflation supérieure et à la hausse du won coréen par rapport au dollar américain qui contrastent avec la faible inflation et la politique monétaire restrictive de Taipei <sup>(24)</sup>. Si l'on regarde le PNB par habitant en terme de parité de pouvoir d'achat (ppa), l'écart entre Taiwan et la Corée reste ainsi substantiel avec 30 100 dollars américains contre 24 800 en 2007 <sup>(25)</sup>. Sur ce plan, l'économie que laisse le PDP au nouveau gouvernement Ma est donc des plus solides.

Sur le plan de l'emploi, le taux de chômage à Taiwan a été de 3,9 % en 2006 et 2007. Si un tel résultat est très enviable pour nombre de pays développés, il est perçu comme trop élevé par une population ayant connu le plein-emploi jusqu'à la récession de 2001. Celle-ci a fait monter le chômage de 2,69 % en 2000 à 4,57 % en 2001 puis au record de 5,17 % en 2002, baissant graduellement depuis. On note toutefois

en parallèle une hausse du pourcentage de la population active (qui est parfois un choix contraint) passant de 57,2 % de la population en âge de travailler en 2001 à 58,3 % en 2007. Ceci représente un million de personnes supplémentaires sur le marché du travail en sept ans et autant de créations d'emploi (il y a 30 000 chômeurs en moins en 2007 par rapport à 2001). Un retour sur les années 1990 montre également que la hausse du chômage précède l'arrivée au pouvoir de Chen Shui-bian. Alors que le chômage était en moyenne de 1,57 % de 1992 à 1995 (avec une moyenne longue de 1,87 % de 1979 à 1995), son taux connaît un bon à 2,6 % en 1996 avec une moyenne de 2,73 % de 1996 à 1999. Or, c'est précisément à cette période que les économistes estiment que le mouvement de délocalisations des usines taiwanaises en Asie du Sud-Est puis en Chine, débuté à la fin des années 1980, a commencé à avoir un impact important sur l'emploi et le pouvoir d'achat à Taiwan <sup>(26)</sup>.

En terme d'inégalité sociale, on observe une hausse marquée de l'écart des revenus entre les plus riches et les plus pauvres au début des années 2000 correspondant à la récession et à l'accélération des délocalisations vers la Chine, notamment de tout le secteur informatique taiwanais <sup>(27)</sup>. Ainsi, le coefficient Gini atteint un sommet de 0,350 en 2001 pour ensuite baisser à 0,339 en 2006. Mais la hausse de ce coefficient est régulière depuis 1980 passant de 0,277 à 0,326 en 2000. Il a en fait davantage augmenté entre 1992 et 2000 (+ 0,024) qu'entre 2000 et 2006 (+ 0,013). Quant à l'écart de revenus entre les 20 % de ménages les plus aisés et les 20 % les moins aisés, il a aussi augmenté régulièrement depuis 1980 passant de 4,17 à 5,5 en 1999. Il a ensuite grimpé à 6,39 en 2001 pour redescendre à 6,01 en

21. L'analyse de l'économie taiwanaise des paragraphes suivants se base sur les statistiques gouvernementales du Directorate General of Budget, Accounting and Statistics (DGBAS) (cf. MacroEconomics Database, <http://61.60.106.82/pxweb/Dialog/statfile1L.asp?lang=1&strList=L>), ainsi que sur Council for Economic Planning and Development, *Taiwan's Economic Situation and Outlook*, mars 2008, et *Taiwan Statistical Data Book 2007*, CEPD, Executive Yuan, R.O.C, Taiwan, juin 2007.

22. Hwan C. Lin, « Taiwan's Economy is not Bad Off », *Taipei Times*, 3 mars 2008.

23. Cf. IMF, *World Economic Outlook Database*, mars 2008.

24. *Ibid.*

25. Cf. *Ibid.* Par comparaison, les PNB par habitant en ppa (dollars américains de 2007) des États-Unis sont de 45 800 dollars, de l'Allemagne de 34 200 dollars, du Japon de 33 600 dollars, de la France de 33 200 dollars, ou de l'Espagne de 30 100 dollars. Ceux de Hong Kong et de Singapour respectivement de 42 000 dollars et de 49 700 dollars. Celui de la Chine est de 5 300 dollars. Le calcul du PNB par habitant en ppa permet de corriger les déformations de change et de restituer le coût de vie réel comparé.

26. Cf. T. J. Cheng, « China-Taiwan Economic Linkage: Between Insulation and Superconductivity », in N. Tucker, *Dangerous Straits. The U.S.-Taiwan-China Crisis*, op. cit., p. 93-130.

27. Cf. *ibid.*, et Craig Meer, Jonathan Adams, « Specter of Inequality Haunts Taiwan », *Far Eastern Economic Review*, vol. 169, n° 10, décembre 2006, p. 38-42.

2006. Si les années d'administration du PDP connaissent les résultats les moins bons, ceux-ci s'inscrivent donc dans une évolution de longue durée avec un pic lors de la récession de 2001 et une amélioration depuis malgré un seuil général supérieur aux années 1990. Internationalement, ces chiffres sont relativement bons et dessinent le portrait d'une société assez égalitaire, cela dans un contexte d'augmentation des inégalités sociales en Asie où la plus forte détérioration est relevée en Corée<sup>(28)</sup>. Mais le problème est davantage la stagnation des revenus et surtout des salaires depuis 2000. Ainsi alors que la valeur totale de la production de biens et de services taiwanais a augmenté de 47,8 % de 2001 à 2006, la hausse du salaire moyen n'a été que de 7,1 %<sup>(29)</sup>. Entre 2000 et 2007, les salaires ont augmenté de 7,6 % soit seulement 1,7 % de plus que l'inflation sur la période, alors que la productivité du travail s'accroissait, elle, de 48,7 %<sup>(30)</sup>. La conjugaison de la récession de 2001 et de la hausse ralentie voir nulle des revenus du travail pour une partie de la population (à l'exception notable des couches supérieures) a donc donné aux Taiwanais un sentiment d'appauvrissement relatif encore renforcé par la baisse du dollar taiwanais par rapport à nombre de monnaies étrangères due au choix de la banque centrale de maintenir la parité avec le dollar américain pour soutenir les exportations<sup>(31)</sup>. Le principal problème de Ma Ying-jeou sur le front économique va donc être d'améliorer une économie qui va bien mais qui fait face à des problèmes de stagnation des revenus des classes moyennes inférieures, de redistribution de la richesse produite et de restructuration industrielle<sup>(32)</sup>. Or ces questions n'ont pas vraiment été abordées pendant la campagne électorale, si bien qu'une grande partie de la population tend à penser que la solution à leurs problèmes est une croissance plus forte du PNB, obtenue notamment par une plus grande interaction économique avec la Chine. Or, une des causes principales de l'augmentation du chômage depuis la mi-1990, notamment des employés peu qualifiés, est la délocalisation des industries à haut besoin de main-d'œuvre en Chine et en Asie du Sud-Est<sup>(33)</sup>. Une autre raison est le transfert de consommation vers la Chine des *Taishang* installés sur le continent, majoritairement des entrepreneurs et des cols blancs qualifiés et bien payés, et qui représentent aujourd'hui, avec leurs familles, plus d'un million de personnes, soit 5 % de la population taiwanaise. Enfin, depuis le milieu des années 1990, la hausse des revenus du capital (financier et immobilier) a largement dépassé celle des revenus du travail, générant une grande partie de l'accroissement des inégalités sociales, alors que la faible ponction fiscale (13 % du PNB) empêche une plus grande redistribution sociale par l'État de la richesse nationale<sup>(34)</sup>.

Le KMT et Ma Ying-jeou n'auront donc pas une tâche plus facile que le PDP pour améliorer rapidement une situation plus structurelle que conjoncturelle. L'intensification annoncée des relations avec la Chine favorisera même la poursuite des délocalisations, non plus seulement de basse technologie déjà complétée depuis la mi-1990, mais aussi de haute technologie, notamment des semi-conducteurs, voire de l'industrie lourde taiwanaise. En retour, il n'est pas assuré que l'établissement des liaisons aériennes directes avec la Chine et l'accueil d'un plus grand nombre de touristes chinois (de 3 000 à 10 000 par jour contre 1 000 aujourd'hui) apportera un réel surcroît de croissance et de revenus en dehors des secteurs du transport aérien et du tourisme proprement dit. Plus problématique encore sera l'ouverture de Taiwan aux investisseurs chinois, notamment dans l'immobilier commercial et résidentiel alors que l'accès à la propriété est de plus en plus difficile pour les jeunes ménages à Taipei et que des signes de bulle immobilière menacent<sup>(35)</sup>. Enfin, les baisses d'impôts annoncées par le nouveau gouvernement KMT risque de mettre en péril l'équilibre budgétaire difficilement atteint par le PDP depuis 2006, alors même que la ponction fiscale est déjà l'une des plus basses des pays industrialisés, et ainsi de renforcer le recours à la dette pour financer les dépenses de l'État<sup>(36)</sup>.

Peut-être plus prometteur est la tentative de transformation de Taiwan en centre régional financier, de recherche et développement, et de logistique pour profiter de la croissance chinoise. Déjà porté sans succès par le nouveau vice-Prési-

28. Cf. IMF, *Regional Economic Outlook. Asia and Pacific*, *op. cit.* Ainsi, si le coefficient Gini de Taiwan est supérieur à celui de l'Allemagne (0,283), de la France (0,327) et de la Corée du Sud (0,331), il est moins élevé que celui de l'Espagne (0,347), de l'Australie (0,352), et de la Grande-Bretagne (0,360), et surtout très inférieur à ceux des États-Unis (0,408), de Singapour (0,485), de Hong Kong (0,514) ou de la Chine (0,469). Cf. *Ibid.* pour les pays asiatiques. Pour les autres, cf. « Inequality in Income or Expenditure / Gini Index », UNPD Human Development Report 2007/08.

29. Cf. DGBAS, <http://www.stat.gov.tw/public/Data/843016151671.doc>

30. Cf. DGBAS MacroEconomics Database, *op. cit.* et F. Blanc, « Bilan économique des années Chen Shui-bian », *op. cit.* En 2007, le salaire mensuel moyen dans l'industrie et les services était de 45 112 dollars taiwanais par mois contre 41 938 dollars taiwanais en 2000 et 33 689 dollars taiwanais en 1994, avec toutefois une baisse importante (environ 16 heures) du nombre d'heures de travail mensuel entre 1994 et 2007.

31. L'euro est ainsi passé de 30 dollars taiwanais en 2001 à 48 dollars taiwanais en 2008, soit plus de 50 % d'augmentation.

32. Cf. Ting-I Tsai, « What to do about the Widening Income Gap », *Taiwan Business Topics*, 37-2, février 2007.

33. Cf. C. Meer, J. Adams, « Specter of Inequality Haunts Taiwan », *op. cit.*

34. Cf. Ting-I Tsai, « What to do about the Widening Income Gap », *op. cit.*; Chan Huo-sheng, Hsue Cheng-tai, « Exploring M-shaped Society and Policy Implications for Taiwan », *NPF Research Report*, National Policy Foundation, Taipei, 23 janvier 2008.

35. Joyce Huang, « Real Estate Experts Warn of Potential Oversupply », *Taipei Times*, 2 mai 2008.

36. Cf. Jerry Lin, Kevin Chen, « KMT Facing Three Main Challenges, Economists Say », *Taipei Times*, 23 mars 2008, et F. Blanc, « Bilan économique des années Chen Shui-bian », *op. cit.*

dent Siew quand il était Premier ministre de Lee Teng-hui (1997-2000), ce projet a de meilleures chances de réussite en raison de l'amélioration des capacités techniques et professionnelles de Taiwan ces dernières années et de l'ouverture des liens directs avec la Chine. Celle-ci devrait aussi permettre d'accélérer le retour des bénéficiaires des *Taishang* et de récupérer une partie de leur puissance de consommation, ainsi que celle des expatriés étrangers en Chine. Le programme gigantesque de nouvelles infrastructures proposé par Ma devrait aussi, une fois son financement résolu, donner un coup de fouet à l'investissement public et permettre d'éponger une partie du sous-emploi et du chômage, même si seuls les travailleurs immigrés d'Asie du Sud-Est payés au salaire minimum (17 000 dollars taïwanais par mois) seront intéressés par les tâches de construction les plus pénibles comme c'est le cas depuis les années 1990. Il faudra enfin voir comment le nouveau gouvernement arrivera à développer davantage le secteur des services pour offrir de nouveaux emplois, d'une part, à la main-d'œuvre peu qualifiée et, d'autre part, aux nouvelles générations de plus en plus diplômées tout en augmentant le revenu de tous.

## Les relations avec la Chine

Les relations avec la Chine constituent un autre défi majeur pour Ma Ying-jeou, surtout au plan politique. Le projet de rapprochement économique du KMT devrait en effet recevoir le soutien de Pékin comme celui des Taiwanais dans la mesure où ils en bénéficient. Concernant l'établissement graduel des liaisons aériennes (passagers et cargo), ainsi que l'accueil des touristes chinois, les négociations techniques entre Taipei et Pékin ont été dans les faits achevées en 2007. Ma devrait donc recevoir rapidement le « cadeau » politique des liaisons directes que Pékin refusait à Chen avec le début des charters directs le week-end annoncés pour juillet 2008. Les fondements de la politique chinoise de Ma sont l'acceptation du compromis « une Chine, différentes interprétations » (*yizhong gebiao*) qui a permis les accords techniques de 1992 et 1993 entre Taipei et Pékin, et le concept de « non-déni mutuel » entre les deux capitales<sup>(37)</sup>. Son succès repose toutefois entièrement sur l'entente et la bonne volonté de la Chine. Comme la rencontre entre Vincent Siew et Hu Jintao au Forum de Boao l'indique, Pékin semble prêt à jouer le jeu et entretenir une dynamique positive entre les deux rives du détroit, tout en restant vague sur son accord de la « double interprétation »<sup>(38)</sup>. La victoire de Ma et la non validation des référendums sur la participation de Taiwan à l'ONU sont de fait de très bonnes nouvelles pour Pékin.

Mais avec Ma au pouvoir, le gouvernement communiste chinois se trouve aussi dans une situation plus complexe. Pendant huit ans, Pékin a pu facilement se servir de Chen Shui-bian comme repoussoir en l'accusant d'être le responsable de la non-amélioration des relations dans le détroit, tout en exigeant le respect d'un principe d'« une Chine unique » inacceptable pour l'administration PDP et en s'appuyant largement sur Washington pour faire sa politique taiwanaise. Si, devant l'évolution de l'opinion taiwanaise, le Parti communiste chinois (PCC) a révisé son objectif de réunification rapide en faveur d'une politique de blocage de l'indépendance de Taiwan, il a toutefois peu évolué sur le principe fondamental de la reconnaissance de la République de Chine ni proposé un cadre d'intégration politique plus respectueux des désirs et réalités de Taiwan que le projet d'« un pays, deux systèmes ».

Plus encore, contrairement à ce que les discours actuels du KMT et du PCC suggèrent, les tensions politiques récentes entre Taiwan et la Chine précèdent largement l'arrivée au pouvoir de Chen dont la politique chinoise est essentiellement la continuation de celle de Lee Teng-hui<sup>(39)</sup>. De fait, malgré une courte amélioration en 1998 qui a permis une rencontre à Shanghai entre les dirigeants du SEF et de son homologue chinois, l'ARATS, les contacts officiels entre les deux capitales sont quasiment au point mort depuis 1995 et la visite de Lee aux États-Unis, suivie des tirs de missiles chinois dans les eaux territoriales taiwanaises, alors même que le KMT alors au pouvoir adhérait au soi-disant consensus de 1992<sup>(40)</sup>. Pékin va donc devoir montrer dorénavant que ce n'est pas son inflexibilité qui est à l'origine du blocage des relations politiques avec Taipei et proposer des mesures en ligne avec les attentes des Taiwanais quant à une meilleure représentation de l'île dans les instances internationales et la fin de la guerre diplomatique contre Taipei.

Pékin fait aussi face avec Ma Ying-jeou à un Président très attaché à la République de Chine (RdC), sa légitimité et

37. Dimitri Bruyas, « Ma Repeats "mutual non-denial" policy », *The China Post*, 24 mars 2008.
38. Cf. William Foreman, « Taiwan VP-Elect Meets China's Hu », *Associated Press*, 12 avril 2008, et D. Brown, « Taiwan Voters Set a New Course », *op. cit.*
39. Cf. Mikael Mattlin, « Les relations entre Taipei et Pékin depuis 2000: même contenu, nouvel emballage », *Perspectives chinoises*, n°85, septembre-octobre 2004, p. 29-37
40. Cf. Richard Bush, « Lee Teng-hui and "Separatism" », in N. Tucker, *Dangerous Straits. The U.S.-Taiwan-China Crisis*, *op. cit.*, p. 70-92. L'expression « Consensus de 1992 » a été inventée par l'ancien ministre des Affaires continentales Su Chi en 2000. L'existence d'un tel consensus a été contestée par l'administration PDP ainsi que par Koo Chen-Fu, le dirigeant de la S.E.F., la fondation semi-gouvernementale pour les échanges inter-détroit, responsable des négociations de 1992 et 1993 en raison de la non reconnaissance par Pékin de la « double interprétation » de la Chine unique (*yizhong gebiao*).



son histoire. Il est ainsi l'un des rares politiciens taiwanais, même chez les Continentaux, à garder la flamme du mouvement du 4 Mai qu'il célèbre chaque année dans une tribune publique. Plus fondamentalement, tous les Taiwanais, le KMT le premier, considèrent la RdC à Taiwan comme un État souverain et indépendant. L'éventuel accord de paix entre les deux rives ne pourra pas ignorer ce fait, rendant sa conclusion très difficile tant que Pékin refuse de reconnaître la réalité du terrain. Ma a aussi un certain attachement pour la démocratie en Chine, demandant à plusieurs reprises une réévaluation officielle des événements de Tiananmen, la liberté religieuse en Chine et au Tibet et la fin de la répression du Falungong, positions qui le rendent peu amène aux yeux du PCC<sup>(41)</sup>.

Les observateurs seront donc attentifs à ce que Pékin saura offrir à Ma pour maintenir l'intérêt et la bonne volonté des Taiwanais envers la Chine au moment même où la hausse des coûts d'exploitation (main-d'œuvre et matières premières) pousse nombre de PME taiwanaises à reconsidérer leur présence sur le continent<sup>(42)</sup>. Ma aura besoin de résultats concrets, et non seulement de progrès symboliques, pour justifier le bien-fondé de sa politique chinoise. Pour Washington, l'élection de Ma est aussi une opportunité de détente que Pékin ne doit pas manquer<sup>(43)</sup>. Les premiers tests seront la résolution de la participation de Taiwan à l'OMS et dans d'autres organisations et groupements internationaux, ainsi qu'au plan militaire le retrait ou la baisse du nombre de missiles pointés sur Taiwan. De son côté, Ma n'a pas intérêt à apparaître se rapprocher trop rapidement de Pékin et se compromettre avec un gouvernement autoritaire et anti-démocratique. Une grande part du succès de sa présidence dépendra en effet de la défense efficace des intérêts et de la souveraineté de Taiwan dans le respect de l'identité taiwanaise dont il s'est affirmé le garant.

## L'identité nationale

Les deux mandats de Chen Shui-bian ont permis de consolider l'identité nationale taiwanaise et la taiwanisation de l'ensemble de la société. La meilleure preuve en est apportée par la victoire de Ma et sa nouvelle identité taiwanaise<sup>(44)</sup>. Cette victoire est symboliquement importante en ce qu'elle constitue la première élection démocratique à Taiwan d'un Président d'origine continentale (*waisheng*) par une population à 85 % d'origine locale (*bensheng*). Elle sonne la fin d'une époque et d'une politique basée sur la distinction entre *benshengren* et *waishengren* qui fut instituée avec l'arrivée des troupes de Chiang Kai-shek en 1945 sur

l'île, et a nourri ensuite la ségrégation politique et économique des *benshengren* sous la dictature puis le rééquilibrage socio-politique opéré en leur faveur grâce à la démocratisation et couronné par l'élection de Chen à la présidence<sup>(45)</sup>. Le soutien toujours croissant de la population pour l'identité taiwanaise, voire l'indépendance taiwanaise, peut alors se conjuguer sans contradiction avec le retour au pouvoir d'un KMT taiwanisé<sup>(46)</sup>. L'élection de Ma marque de fait l'émergence au sommet de l'État de la « nouvelle société taiwanaise » issue de la démocratisation, autrement dit la réussite de la politique de Lee Teng-hui de taiwanisation de la République de Chine et du KMT et de transformation des Continentaux en « nouveaux Taiwanais » (*xin taiwanren*)<sup>(47)</sup>. Le succès même de l'affirmation nationale taiwanaise et la croissance de l'identité taiwanaise depuis les années 1990 en font alors pour les électeurs des questions moins prioritaires et ont pu laisser place à d'autres préoccupations, notamment économiques. L'identité nationale taiwanaise reste toutefois le socle du débat politique. Construite sur des assises historiques particulières depuis au moins 1895, elle devrait perdurer sur le long terme, tout en évoluant constamment dans ses formes. Dans le même temps, le découplage continu entre l'évolution politique de l'île et l'intensification des relations économiques avec la Chine entraîne un fort attachement de la population au statu quo actuel : une souveraineté et une indépendance *de jure* et *de facto* de Taiwan en tant que République de Chine, la paix concrète avec la Chine et la protection de celles-ci par les États-Unis. Pour conserver cela, et devant les menaces militaires chinoises, la majorité des Taiwanais est prête à mettre en sourdine ses revendications nationales en repoussant à plus tard la résolution de la question<sup>(48)</sup>. Tant que la Chine n'est pas démocratique et d'un même niveau de vie que Taiwan, il n'y a toute-

41. Cf. Willy Lam, « Ma Ying-jeou and the Future of Cross-Strait Relations », *China Brief*, vol. 8, n° 7, 28 mars 2008.

42. Cf. Ting-I Tsai, « China's Labor Law a Last Straw for Taiwanese », *Asia Times Online*, 14 décembre 2007.

43. Cf. Bonnie Glaser, « If Not Now, When? Will China Seize the Opportunity to Improve Cross-Strait Relations? », *Pac-Net Newsletter*, 29 avril 2008.

44. Cf. Daniel Lynch, « Mr. Ma's Taiwanese Identity », *Far Eastern Economic Review*, vol. 171, n° 2, mars 2008.

45. Cf. Chang Mau-kuei, « Toward an Understanding of the *Sheng-chi wen-ti* in Taiwan », in Chen Chun-min et al. (éd.), *Ethnicity in Taiwan. Social, Historical and Cultural Perspectives*, Taipei, Institute of Ethnology, Academia Sinica, 1994, p. 93-150.

46. Cf. Christopher Hughes, « The 2008 Legislative Yuan Election and the Complex Nativisation of the KMT », *Taiwan Perspective*, n°118, 20 février 2008.

47. Cf. Stéphane Corcuff, « Taiwan's "Mainlanders" New Taiwanese? », in *Memories of the Future*, Armonk (NY), M. E. Sharpe, 2002, p. 163-195.

48. Cf. Mainland Affairs Council, *Combined Analysis Report on Public Opinion Surveys on Cross-Strait Relations in 2007*, MAC, Executive Yuan, R.O.C, Taiwan, 1er janvier 2008.

## 4. La composition du nouveau gouvernement taiwanais

fois aucune chance que les Taiwanais favorisent une unification politique.

La société taiwanaise continue par ailleurs d'évoluer différemment de la société chinoise. Alors que dans les années 1980, certains pensaient que les deux sociétés se rapprocheraient sous l'effet des échanges et du capitalisme, elles ont eu au contraire tendance à se différencier davantage avec la démocratisation et le renouvellement des générations. Si le rappel des événements du 28 février 1947 ou de l'Incident de Kaohsiung de 1979 ne résonne plus tellement auprès des jeunes générations taiwanaises, c'est encore plus vrai pour le passé chinois des Continentaux ou l'empire Qing. Plus de la moitié de la population est désormais née après 1970 et arrivée (ou arrivera) à la maturité politique dans un cadre démocratique et taiwanisé. Peu de choses les relient à la société chinoise que ce soit aux plans politique, social, culturel, ou des mentalités. Contrairement à une certaine vision naïve, l'intensité des rapports économiques et commerciaux entre deux pays n'a de plus jamais entraîné par elle-même l'établissement d'une identité nationale commune, comme l'atteste, entre autres, le cas du Canada et des États-Unis (pourtant unis par la langue et la culture anglo-saxonne pour le Canada anglais). Certes, le nombre croissant de Taiwanais vivant en Chine a engendré une intensification des contacts entre les populations des deux pays. Mais cela ne les rend pas nécessairement plus proches des Chinois ou partie prenante de la même communauté de vie. La hausse des contacts a aussi engendré une hausse de la prise de conscience des différences entre les sociétés : modes de vie, éducation et habitudes comportementales, rapport à l'autre, ouverture au monde, appréciation des cultures et pays étrangers (notamment des États-Unis et du Japon), vécu et connaissance de la culture chinoise (religion, art de vivre, etc.), et par dessus tout la liberté politique et la démocratie, sans parler du respect de la culture taiwanaise, du système d'assurance sociale et de santé, ou du respect des règles de droit et d'un environnement juridique impartial. L'appréciation de la Chine par les Taiwanais est ainsi souvent de type consommatoire, financier, carriériste, ou touristique, à l'exception d'une petite minorité attachée au nationalisme grand-chinois. Nombre de partisans des Bleus, y compris les Continentaux, préférèrent ainsi vivre et revenir à Taiwan tout en soutenant le rappro-

				Sexe	T/C/A	Né(e) en	Doctorat
行政院院長	Premier ministre	劉兆玄	LIU Chao-shuan	M	C	1943	O
行政院副院長	Vice-premier ministre	邱正雄	Paul CHIU Cheng-hsiung	M	T	1942	O
行政院秘書長	Secrétaire général du gouvernement	薛香川	Steve HSIEH Hsiang-chuan	M	T	1944	O
政務委員	Ministres d'Etat sans portefeuille (4)	曾志朗	Ovid TZENG Jhih-lang	M	T	1944	O
		張進福	CHANG Jin-fu	M	T	1948	O
		蔡動雄	TSAI Hsun-hsiung	M	T	1941	O
		朱雲鵬	CHU Yun-peng	M	C	1953	O
內政部部长	Ministre de l'Intérieur	廖以	LIAO Liou-yi	M	T	1947	N
外交部部長	Ministre des Affaires étrangères	歐鴻鍊	Francisco OU Hong-lien	M	T	1940	N
國防部部长	Ministre de la Défense nationale	陳肇敏	CHEN Chao-min	M	T	1940	N
財政部部长	Ministre des Finances	李述德	LEE Su-der	M	C	1951	N
教育部部長	Ministre de l'Education	鄭瑞城	CHENG Jai-cheng	M	T	1946	O
法務部部长	Ministre de la Justice	王清峰	WANG Ching-feng	F	T	1952	N
經濟部部長	Ministre de l'Economie	尹啟銘	YIN Chi-ming	M	T	1952	O
交通部部長	Ministre des Transports et des Communications	毛治國	MAO Chi-kuo	M	C	1948	O
蒙藏委員會委員長	Ministre, Commission des affaires mongoles et tibétaines	高思博	KAO Su-po	M	T	1968	O
僑委會委員長	Ministre, Commission chargée des compatriotes d'outre-mer	吳英毅	WU Ying-yih	M	T	1943	O
中央銀行總裁	Gouverneur de la Banque centrale de la République de Chine (Taiwan)	彭淮南	PERNG Fai-nan	M	T	1939	N
主計處主計長	Ministre du Budget, des comptes et des statistiques	石素梅	SHIH Su-mei	F	T	1952	N
人事行政局局長	Ministre, Bureau de la fonction publique	陳清秀	CHENG Ching-hsiou	M	T	1959	O
新聞局局長	Ministre, Bureau de l'information du gouvernement	史亞平	Vanessa SHIH Yea-ping	F	C	1962	N
衛生署署長	Ministre de la Santé	林芳郁	LIN Fang-yue	M	T	1950	O
環保署署長	Ministre, Bureau de la protection de l'environnement	沈世宏	Stephen SHEN Shih-hung	M	C	1949	O
故宮博物院院長	Directeur, Musée national du Palais	周功鑫	CHOU Kung-shin	F	C	1947	O
陸委會主委	Ministre, Conseil des affaires continentales	賴幸媛	LAI Hsing-yuan	F	T	1956	O
經建會主委	Ministre, Conseil de la planification et du développement économique	陳添枝	CHEN Tain-jy	M	T	1952	O
退輔會主委	Ministre, Commission aux anciens combattants	高華柱	KAO Hua-chu	M	C	1946	N
青輔會主委	Ministre, Commission nationale de la jeunesse	王昱婷	WANG Yu-ting	F	T	1973	N
原能會主委	Ministre, Conseil de l'énergie atomique	蔡春鴻	TSAI Chuen-hong	M	T	1950	O
國科會主委	Ministre, Conseil national des sciences	李羅權	LEE Lou-chuang	M	T	1947	O
研考會主委	Ministre, Commission de la recherche, du développement et de l'évaluation	江宜樺	JIANG Yi-huah	M	T	1960	O
農委會主委	Ministre, Conseil de l'agriculture	陳武雄	CHEN Wu-hsiung	M	T	1944	O
文建會主委	Ministre, Conseil des affaires culturelles	黃碧端	HUANG Pi-tuan	F	C	1945	O
勞委會主委	Ministre, Conseil du travail	王如玄	Jennifer WANG Ju-hsuan	F	T	1961	N
工程會主委	Ministre, Commission chargée des constructions publiques	范良鏘	Frank FAN Liang-hsiu	M	T	1946	N
原委會主委	Ministre, Conseil des peuples aborigènes	章仁香	CHANG Jen-hsiang	F	A	1953	N
體委會主委	Ministre, Conseil des sports	戴遐齡	TAI Hsia-ling	F	T	1962	O
客委會主委	Ministre, Conseil des affaires Hakka	黃玉振	HUANG Yu-cheng	M	T	1952	N
金管會主委	Ministre, Commission de la supervision financière	陳樹	Gordon CHEN Su	M	T	1954	O

Femmes (F) : 10 (25,6 % du gouvernement)

Taiwanais de souche (T) : 29 (74,4 % du gouvernement)

Continentaux (C) : 9 (23,1 % du gouvernement)

Aborigènes (A) : 1 (2,5 % du gouvernement)

Détenteurs de doctorat : 25 (64,1 % du gouvernement)

chement économique et la baisse des tensions dans le détroit.

Pour avoir compris cela et avoir ajusté son message aux souhaits de la population, Ma a réussi à remporter les suffrages des Taiwanais. Il devra maintenant continuer de représenter les intérêts de la majorité des Taiwanais qui veulent maintenir le *statu quo*, et ne pas se laisser entraîner par les radicaux unificationnistes du KMT à des concessions trop grandes envers Pékin. La démocratisation a été un élément essentiel de l'identité nationale taiwanaise et de la politique intérieure et extérieure du pays depuis les années 1990. Tout comme elle a permis aux Taiwanais de pousser la politique d'affirmation nationale à l'étranger de Lee Teng-hui, puis de s'opposer à la poursuite d'une politique indépendantiste trop rapide de Chen Shui-bian, elle sera l'outil de contrôle de la politique des relations avec la Chine du nouveau gouvernement KMT.

## Conclusion

Les élections de 2008 ont clos la période Chen Shui-bian et ouvert la nouvelle ère Ma. Elles marquent aussi la fin ou du moins la baisse de la politique ethnique au profit d'une politique d'identité nationale plus large et plus solide. Modèle de démocratie pour la région et le monde, Taiwan

a encore montré l'entière compatibilité des valeurs démocratiques et des droits de l'homme avec les sociétés de culture chinoise ou asiatique. De nombreuses tâches attendent maintenant Ma Ying-jeou, notamment une forme de « réconciliation » nationale espérée par la population après des années de tensions idéologiques partisans. Le choix d'une ancienne députée de l'UST proche de Lee Teng-hui comme nouvelle ministre des Affaires continentales est un premier gage donné au camp indépendantiste<sup>(49)</sup>. Il en faudra toutefois probablement davantage pour atténuer les inquiétudes des Verts quant à la profondeur réelle de l'identité taiwanaise de Ma au regard de son nationalisme chinois avéré. L'équipe gouvernementale qui s'installe, composée pour l'essentiel de vieux technocrates du KMT déjà en charge des affaires administratives du pays dans les années 1990 ainsi que de nombreux universitaires, se pose par ailleurs comme un gouvernement d'experts au service de l'économie et de la population.

La population taiwanaise a enfin soif de statut et de reconnaissance internationaux et demandera rapidement des résultats en ce domaine à la nouvelle administration. Mais s'il parvient à remplir ses promesses et améliorer la situation des classes moyennes tout en respectant l'identité taiwanaise, Ma pourrait devenir un Président très populaire et, sauf accident, se placer en position favorable pour sa réélection en 2012. •

49. Cf. Flora Wang, « Liu names major Cabinet posts », *Taipei Times*, 29 avril 2008.